

United Nations

Nations Unies

GENERAL
ASSEMBLY

ASSEMBLEE
GENERALE

UNRESTRICTED

A/C.1/A.III/SP.3
9 October 1948
FRENCH
ORIGINAL : ENGLISH

Dual distribution

Troisième session

PREMIERE COMMISSION

SOUS-COMMISSION A III

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA TROISIEME SEANCE

Tenue au Palais de Chaillot, Paris,
le samedi 9 octobre 1948, à 10 heures 30.

SOMMAIRE :

Projet de résolution présenté par le Canada (A/C.1/308) (suite)

Président : Sir B. N. RAU

Inde

Rapporteur : M. R. SANDLER

Suède

Les corrections à apporter au présent compte rendu doivent être adressées par écrit, dans un délai de deux jours ouvrables, à M. E. Delavenay, Directeur de la Division des comptes rendus officiels, Bureau 3015, Palais de Chaillot. Elles seront transmises par lettre, sur papier à en-tête, qui donnera la cote du compte rendu en question et indiquera les corrections demandées, ou, le cas échéant, sera accompagnée d'une pièce les contenant. L'enveloppe de la lettre portera la mention "urgent". Pour faciliter la tâche des services intéressés, il est demandé aux délégations de bien vouloir porter leurs corrections sur un exemplaire ronéotypé du compte rendu. Les corrections devront être rédigées dans l'une des langues de travail (français ou anglais).

Le PRESIDENT déclare qu'à la suite de la séance qui a été tenue hier, les représentants de la France et du Canada ont remanié le texte du paragraphe 8 de la résolution qui avait été soumise par le Canada (A/C.1/308). Cette nouvelle version fait ressortir ce qui était déjà sous-entendu dans le texte primitif de ce paragraphe, à savoir que le système de contrôle international des armes atomiques comporte l'élimination de ces dernières des armements nationaux. Le texte amendé du paragraphe 8 se lit comme suit :

"Approuve les conclusions générales (deuxième partie, C) et les recommandations (troisième partie) du Premier Rapport ainsi que les propositions concrètes de la deuxième partie du Deuxième Rapport comme constituant les éléments de base nécessaires, d'une part à l'établissement d'un système efficace de contrôle international de l'énergie atomique en vue d'assurer qu'elle ne sera utilisée qu'à des fins pacifiques et, d'autre part, à l'élimination des armes atomiques des armements nationaux, conformément au mandat de la Commission de l'énergie atomique de l'Organisation des Nations Unies."

Parlant en qualité de représentant de l'Inde, Sir Benegal Rau indique que son pays ne prend le parti de personne en cette matière et qu'il formulera son jugement en toute objectivité. Certes, il comprend les appréhensions que manifestent les représentants de l'Union des Républiques socialistes soviétiques et de la République socialiste soviétique d'Ukraine à l'idée qu'un organisme international de contrôle devienne propriétaire de sources d'énergie. Il considère cependant, que tous les pays doivent être prêts à faire le sacrifice d'une partie de leur souveraineté. L'Inde dont les sources d'énergie sont beaucoup plus limitées que celles dont disposent l'Union des Républiques socialistes soviétiques et les Etats-Unis d'Amérique est prête, dans l'intérêt commun à renoncer à ses droits souverains dans ce domaine. Il faut choisir entre une réglementation comportant l'interdiction et le contrôle des armes atomiques, ou l'absence d'une réglementation d'où il résultera nécessairement que l'on pourra posséder et utiliser des armes atomiques sans aucune restriction.

Cette réglementation, si l'on veut qu'elle soit efficace, signifie qu'un organe international doit exercer un contrôle sévère et que les Puissances signataires mettent en commun leur souveraineté au lieu d'en perdre une partie. Beaucoup dépend naturellement de la composition de cet organe. Ce dernier point devrait être défini dans le traité, de même que la répartition des produits et des installations. Le personnel de cet organe doit être choisi sur une base internationale et se composer de personnes qualifiées, aussi dégagées que possible de tout préjugé national. En ce qui concerne la mise en vigueur simultanée de deux traités, Sir Ren Renegal fait remarquer que les deux opérations ne peuvent être menées absolument de front, surtout en pareil cas, puisqu'il s'agit de deux processus de longue durée. Il faut nécessairement que le premier stade de l'un de ces processus précède le premier stade de l'autre.

M. MALIK (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare que le paragraphe 8 sous sa forme amendée ne présente pas de différence essentielle avec le texte primitif. Bien plus, il est destiné à abuser l'opinion publique mondiale quant aux conclusions du Rapport de la Commission de l'énergie atomique en cherchant à faire croire qu'un système efficace de contrôle et de suppression des armes atomiques est assuré, alors qu'il n'en est rien.

La délégation de l'URSS a déjà dit qu'on ne peut accepter les propositions contenues dans les Rapports de la Commission de l'énergie atomique, telles que celles qui visent à établir un système de contrôle, sans prévoir ni l'interdiction immédiate de l'emploi des armes atomiques, ni des mesures tendant à l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques.

Analysant les trois dispositions principales figurant au paragraphe 8 tel qu'il est modifié, M. Malik déclare que les propositions contenues dans le Rapport de la Commission de l'énergie atomique ne garantissent pas qu'un contrôle sera établi en même temps à tous les stades de la production et qui ira des matières premières jusqu'aux usines produisant du combustible nucléaire. En effet, il n'en est pas question dans le Rapport, qui n'expose qu'un système de contrôle détaillé des matières premières. On a remis sine die toute discussion concernant les usines productrices de combustible nucléaire, ce qui permet à la production des armes atomiques de se poursuivre.

Les Etats-Unis et le Royaume-Uni ont mutilé et déformé le système de stades distincts dont il est question dans les résolutions adoptées le 24 janvier 1946 par l'Assemblée générale. Ce système de stades avait pour but de faciliter les études de la Commission de l'énergie atomique, mais le Royaume-Uni et les Etats-Unis l'ont interprété tout autrement : il est devenu entre leurs mains la mise en vigueur du système de contrôle et notamment un système de contrôle des matières premières, sous prétexte que

Si l'on n'établissait pas un contrôle de ce genre, on ne saurait exercer un contrôle efficace. Ils ont évité ainsi la conclusion d'un accord relatif au contrôle immédiat des armes atomiques et ils ont permis à la production de ces armes de se poursuivre. Ce qu'ils proposent là n'est qu'un simulacre de contrôle qui n'a d'autre but que d'égaler l'opinion publique, car ces propositions ne garantissent pas en même temps le contrôle de l'énergie atomique à tous les stades de sa production, ni l'interdiction immédiate de l'emploi des armes atomiques.

Se reportant aux débats de la Commission de l'énergie atomique, le représentant de l'URSS rappelle que, selon le représentant des Etats-Unis, il est nécessaire de procéder à des inspections aériennes et de prendre des photographies aériennes des territoires de tous les Etats signataires, sans que la superficie inspectée en une période de deux ans dépasse 5% de la superficie totale des territoires en question. A ce rythme il faudrait quarante ans pour inspecter tous les territoires intéressés. Puisque d'autre part, le représentant des Etats-Unis d'Amérique fait dépendre l'interdiction et la suppression des armes atomiques de la mise en vigueur effective d'un système de contrôle, il est facile de constater qu'il ne peut exister de système de contrôle efficace avant que soient achevées ces inspections aériennes. Donc, pendant 40 ans encore, la production des armes atomiques se poursuivra et une pression politique continuera de s'exercer. La délégation de l'URSS ne peut donc absolument pas accepter un système de contrôle international de ce genre.

Un autre élément de ce programme, tel qu'il a été proposé par le représentant des Etats-Unis et développé dans le rapport de la Commission de l'énergie atomique est qu'on donne à l'organe de contrôle international le monopole du droit d'effectuer des recherches dans le domaine de l'énergie atomique à des fins de destruction. Il reste donc possible d'utiliser l'énergie atomique à des fins de destruction. Une telle chose est inacceptable si l'on songe qu'il incombe à l'Organisation d'interdire les armes atomiques.

Ces rapports de la Commission de l'énergie atomique ne garantissent pas que des conventions seront adoptées simultanément, d'une part pour l'interdiction des armes atomiques et, d'autre part, pour la création d'un système de contrôle efficace. Le représentant du Canada, il est vrai, a déclaré que le rapport prévoyait l'élimination des armes atomiques, mais lorsqu'on a demandé expressément si l'on pouvait prévoir à la fois l'interdiction des armes atomiques et l'établissement d'un système de contrôle, le représentant du Canada s'est arrêté court et a déclaré que c'était impossible.

L'alinéa 3 de la résolution du Canada, tel qu'il est amendé, doit être repoussé pour une autre raison : il n'est dit que les propositions de la

Commission de l'énergie atomique sont tout à fait conformes au mandat confié à la Commission par l'Assemblée générale; or, il n'en est rien.

- 1) Elles ne proposent pas l'élimination immédiate des armes atomiques des armements nationaux;
- 2) Elles prévoient un système de contrôle, mais ce système ne serait pas créé dans le cadre du Conseil de sécurité;
- 3) Au lieu d'un système d'inspection internationale, le rapport donne un droit de propriété à l'organe international, en ce qui concerne la production de l'énergie atomique dans tous les pays. Tout ceci montre clairement que la Commission est sortie de sa compétence, telle qu'elle a été définie par l'Assemblée générale.

On n'a pas encore cherché à préciser certains points importants : ce que serait le personnel de cet organe international, comment il serait financé, quelle serait sa structure interne, et en quel lieu il serait situé. Il apparaît toutefois clairement que, lorsque ces questions auront été mises au point, le système de contrôle ne sera international que de nom, et américain de fait.

Le texte amendé de l'alinéa 8 du projet de résolution du Canada n'est donc pas conforme aux instructions de l'Assemblée générale qui prévoient :

- 1) l'interdiction immédiate des armes atomiques;
- 2) la conclusion simultanée de conventions sur l'interdiction des armes atomiques et le contrôle de l'énergie atomique;
- 3) un contrôle pratiqué à ce double point de vue à tous les stades de la production. C'est pourquoi la Délégation de l'Union soviétique ne pouvait accepter le texte en question et a présenté sa propre proposition. Entre temps, la délégation de l'Union soviétique désire proposer un amendement au nouvel alinéa 8, pour faire en sorte qu'il ne porte aucun jugement sur les Rapports de la Commission de l'énergie atomique.

Le général Mc NAUGHTON (Canada) déclare que, puisque le représentant de l'URSS a des vues diamétralement opposées à celles de la délégation canadienne, il ne saurait mieux les exprimer qu'en votant contre la proposition canadienne.

M. MALIK (Union des Républiques socialistes soviétiques) demande que son amendement soit mis aux voix en premier lieu, car, si l'alinéa 8 de la proposition canadienne est adopté, il n'y aura aucun intérêt à discuter ensuite la proposition de l'URSS.

Par 9 voix contre 2, l'amendement de l'URSS visant à supprimer, du nouvel alinéa 8 du projet de résolution du Canada, tout jugement sur les Rapports de la Commission de l'énergie atomique, est repoussé.

Par 9 voix contre 2, le nouvel alinéa 8 du projet de résolution du Canada est adopté.

Le général Mc NULTY (Canada), prenant alors la parole, a demandé
avant a supprimer la dernière partie de l'alinéa 5, et tout l'alinéa
de son projet de résolution initial (A/C.1/503), et a y substituer trois
nouveaux alinéas, portant les numéros 9, 10 et 11 (cf. document
A/C.1/A.III/1).

La proposition de la Nouvelle-Zélande est incorporée dans le nouveau
texte, avec les modifications suggérées à une précédente séance par la
délégation française. Cette nouvelle version servirait de base de
discussion et serait, bien entendu, susceptible d'être modifiée au cours
du débat. A cet égard, la délégation du Canada se réserve, pour sa part,
le droit d'apporter de nouvelles modifications au texte qu'elle propose.

La séance est levée à 15 heures.
